

ment subventionne davantage les organismes bénévoles afin de mobiliser toute la population canadienne dans ce genre d'activités et aussi qu'on encourage les groupes de recherche sur le contrôle des armements et le désarmement en général.

L'un des problèmes qui se posent actuellement en matière de désarmement, c'est le nombre effarant de méthodes de vérification qui ne semblent pas faire l'unanimité. Or, on voudrait trouver des moyens de mettre au point des procédés de vérification et à ce titre, le Canada est particulièrement bien placé pour intervenir dans les pourparlers sur la réduction des armements.

Sur le plan de l'aide à l'étranger, nous faisons figure de bon Samaritain. Et cette réputation tient en partie au rôle que le Canada a joué dans le domaine des affaires internationales, un rôle qui lui donne aujourd'hui une occasion unique d'intervenir en faveur de la paix. Nous voudrions que notre aide à l'étranger passe de 0.5 p. 100 de notre PNB en 1985 à 0.7 p. 100 en 1990, ce qui est moins que ce que M. Pearson avait proposé, comme l'a rappelé le sénateur Hébert. La proportion actuelle est d'environ 0.42 p. 100; il s'agit donc d'augmentations importantes.

Honorables sénateurs, nous en sommes maintenant au deuxième thème du discours du trône: les moyens à prendre pour assurer la croissance économique. Le sénateur Roblin a rappelé, comme il le devait, que le discours du trône péchait par omissions. J'ai du mal à accepter ses critiques en général, car s'il ne trouve pas grand chose de nouveau dans le discours du trône, je n'ai rien entendu de neuf non plus de la part de son parti lorsqu'il critique les mesures du gouvernement. Ce qui déçoit peut-être le plus l'opposition, c'est que les mesures pour assurer la relance économique ont porté fruit et qu'elles donnent toujours de bons résultats. Ainsi, quand on signale les graves lacunes du discours du trône, il faudrait tempérer cette critique en signalant que l'opposition n'a rien dit du succès remporté par le programme des 6 et 5 p. 100. Au moment où le programme a été instauré, bien peu s'attendaient à une réussite. C'était sûrement le cas pour l'opposition. Pourtant, inspiré par le gouvernement fédéral, le programme d'austérité s'est avéré bénéfique. Et quand on rappelle aux détracteurs du gouvernement que le programme a réussi . . .

L'honorable Lowell Murray: Notre taux d'inflation reste plus élevé que ceux de nos partenaires commerciaux.

Le sénateur Frith: . . . on nous répond ceci: «Bien sûr, vous avez ramené le taux d'inflation de 12 à un peu moins de 5 p. 100, mais n'allez pas croire que nous allons vous en accorder le mérite.»

● (1700)

En ce qui concerne les réalisations du gouvernement, on a cité toutes sortes de chiffres. Chacun peut avancer ses propres données à l'appui des positions qu'il défend. On pourra lire en filigrane dans le discours du sénateur Roblin que les Canadiens sont mécontents de la conduite du gouvernement et du discours du trône en particulier.

Le sénateur Murray: Y a-t-il eu un nouveau sondage de mené dernièrement?

[Le sénateur Frith.]

Le sénateur Frith: Oui, on a voulu savoir si le public était satisfait de la politique du gouvernement. Les honorables sénateurs ont peut-être entendu parler de ces résultats publiés il y a environ un mois. Par ailleurs, ces résultats contredisaient totalement les intentions de vote à ce moment-là. Le taux de satisfaction à l'endroit du gouvernement a été le plus élevé que j'aie jamais vu.

Le sénateur Murray: Quoi, 27 p. 100?

Le sénateur Frith: Non, beaucoup mieux que 27 p. 100. En fait, mieux que je n'avais jamais vu en ce qui concerne la satisfaction à l'endroit d'un gouvernement.

Parlons un peu des entreprises. On nous affirme que les dirigeants d'entreprises sont profondément déçus du gouvernement et du discours du trône. Comme le sénateur Murray le répète chaque fois qu'il cite un représentant d'entreprise, je vais vous citer les propos d'un porte-parole absolument indépendant et non partisan, soit un représentant du Conseil d'entreprises sur les questions nationales. Si la chose peut intéresser les honorables sénateurs, ce Conseil est formé de dirigeants des 150 principales sociétés canadiennes. C'est un organisme totalement indépendant. Ce matin, à l'émission «Canada AM», on a interviewé un porte-parole du Conseil, M. Thomas D'Aquino. On l'a présenté comme l'un des critiques du gouvernement et en particulier du discours du trône. Il semblerait que les responsables de l'émission ne se soient pas entretenus avec M. D'Aquino au préalable: ils étaient certains qu'il faisait partie de la cohorte des détracteurs du gouvernement. Ce qui n'était pas le cas, à leur grande déception.

Qu'a dit M. D'Aquino? Il a dit qu'il était très satisfait des consultations menées auprès des entreprises et des travailleurs. Que l'organisme qu'il représentait estime que le gouvernement prenait au sérieux ses consultations. Également que les choses se sont grandement améliorées depuis huit mois. Pourtant, à en croire l'opposition, personne ne ferait confiance au gouvernement. On n'a cessé de nous parler de ses échecs et surtout du mécontentement du public. Et voilà qu'un dirigeant d'entreprise affirme que les choses se sont améliorées au cours des huit derniers mois.

Le porte-parole a rappelé que notre économie a commencé à progresser sous le gouvernement actuel et que le progrès se poursuivait. Il s'est réjoui qu'aucune somme importante n'ait été prévue pour stimuler l'économie car cela aurait pu nuire à la reprise. Ce représentant de quelque 150 entreprises a dit que les promesses ne mettront pas en danger la reprise. Ce sont justement ces mêmes promesses qui, nous a-t-on dit, seraient insatisfaisantes et mécontenteraient les Canadiens.

Il a aussi noté que les nouvelles dépenses étaient limitées et que le gouvernement n'abandonnait pas sa politique d'austérité, ce dont il se réjouissait. Le gouvernement crée de l'emploi a-t-il dit—crée des emplois de la façon dont il le souhaite. Pas à la façon du Nouveau parti démocratique ni à celle de l'opposition. D'ici à ce qu'elle forme le gouvernement, nous ne saurons jamais ce que l'opposition ferait dans une situation semblable. Et comme elle n'est pas près de former le gouvernement nous aurons probablement tous quitté le Sénat quand elle dira enfin ce qu'elle aurait fait.